



Pôle résorption des bidonvilles et campements illicites

État des lieux national des campements illicites et grands squats Avril 2016 (7^{ème} édition)

Mercredi 1^{er} juin 2016

Dans le cadre du suivi de l'application de la circulaire interministérielle du 26 août 2012 relative à l'anticipation et à l'accompagnement des démantèlements de campements illicites, la DIHAL réalise chaque semestre un état des lieux national des campements, bidonvilles et grands squats en France. Cette septième enquête nationale, lancée en avril 2016, fait suite à celles de décembre 2012, juillet 2013, janvier 2014, octobre 2014, mars 2015 et octobre 2015.

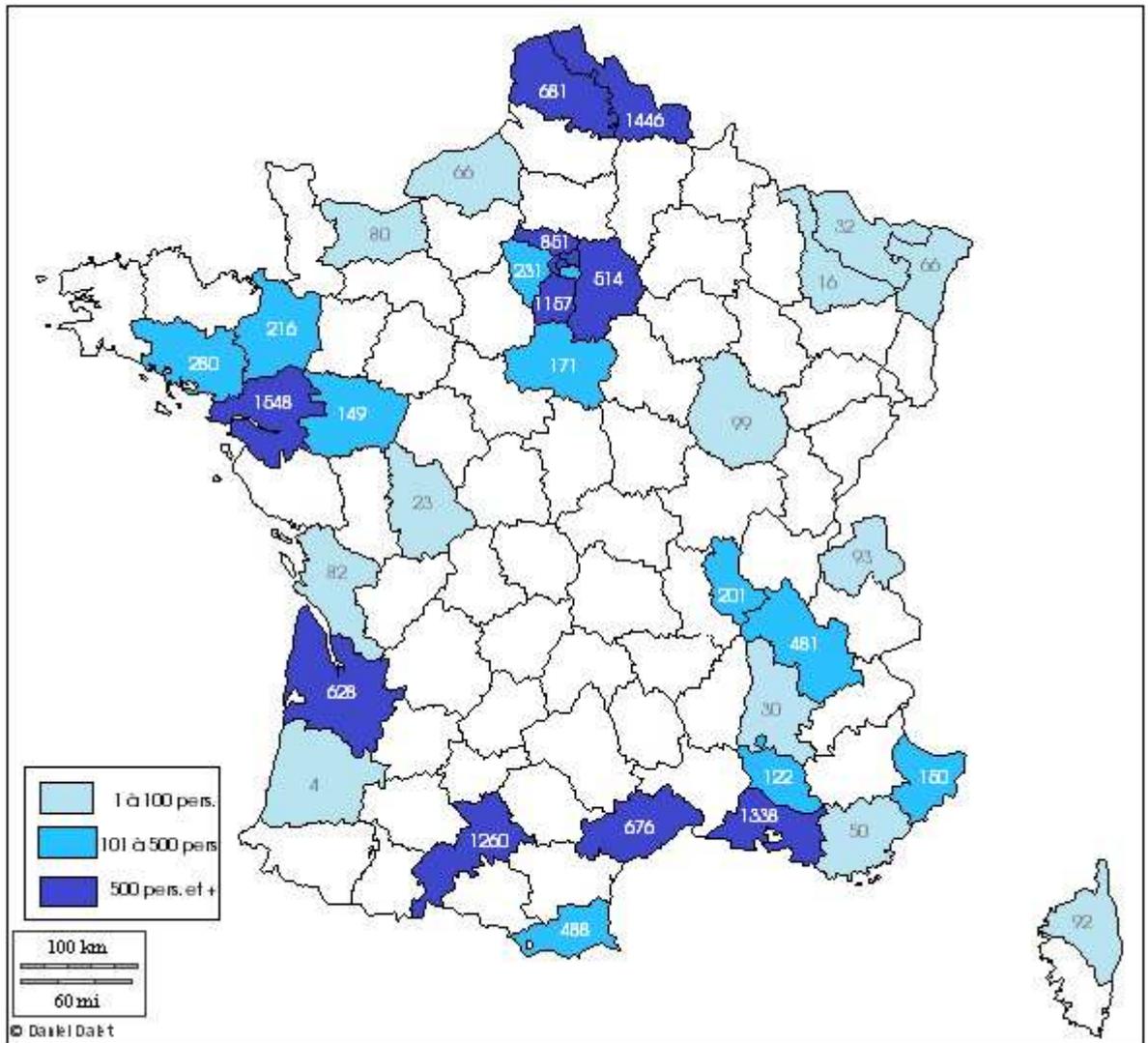
Plusieurs précautions méthodologiques méritent d'être soulignées :

- Les données présentées portent sur les campements illicites, bidonvilles et grands squats, indépendamment de l'origine ethnique de leurs habitants. **Elles ne permettent pas en particulier de comptabiliser le nombre de personnes s'identifiant ou identifiées comme « roms ».**
- **La méthode de collecte des données**, par le biais des correspondants départementaux de la DIHAL, se consolide au fil des enquêtes mais **son caractère hétérogène impose la prudence dans l'analyse et l'utilisation de ces données**, en particulier dans l'appréciation des variations d'un recensement à l'autre. Des modifications dans la méthode de collecte des données peuvent notamment créer des variations substantielles dans le recensement de certains territoires. **L'enquête présente une photographie à un instant T** d'une situation qui évolue régulièrement.
- **La « jungle » de Calais et le campement de Grande-Synthe, qui ont pu être intégrés dans de précédents recensements ont été retirés de celui-ci**, le caractère très fluctuant de ces campements (+272% depuis mars 2015, pour atteindre 7500 personnes environ aujourd'hui) et leur spécificité constituant un biais dans l'analyse du recensement du nombre de personnes vivant en campements illicites, bidonvilles et grands squats sur l'ensemble du territoire national.

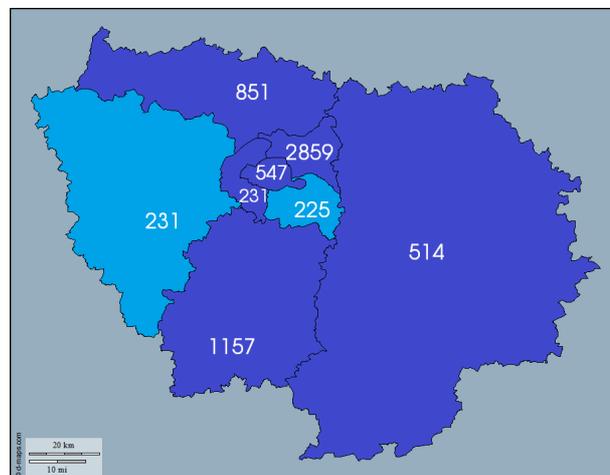
Observations générales

- Sur la base des données communiquées par les correspondants départementaux de la DIHAL, cette 7^{ème} enquête fait état d'environ **17 510 personnes** vivant dans **569 campements illicites** (38 départements).
- Ces données restent globalement stables à l'échelle nationale. Pour mémoire, la précédente enquête en octobre 2015 faisait apparaître 17 929 personnes sur 582 sites (hors « jungle » du Calais et Grande-Synthe).
- Parmi les 17 510 personnes recensées, il apparaît que sur les 533 sites pour lesquels cette donnée a été renseignée (représentant 17 358 personnes), **plus de la moitié des personnes (55%) habitent des implantations de taille moyenne** (de 10 à 99 personnes). **Les 7% des sites les plus peuplés (+ de 100 personnes) concentrent près de 40% des habitants, tandis que moins de 5% des personnes recensées habitent dans des implantations de moins de 10 personnes (37% des sites). Cette répartition est quasiment identique au dernier recensement.**
- **3 602 enfants mineurs** ont été recensés sur les 330 **sites** (représentant 12 732 personnes) pour lesquels cette donnée a été renseignée

Répartition territoriale



ZOOM IDF



Source : données transmises par les correspondants « points de contact » départementaux de la DIHAL

	Nombre de sites recensés		Nombre de personnes recensées	
	Octobre 2015	Avril 2016	Octobre 2015	Avril 2016
ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE	14	7	158	114
AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES	76	80	728	737
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	63	45	1170	775
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ	7	6	163	99
BRETAGNE	25	26	547	496
CENTRE-VAL-DE-LOIRE	53	44	273	171
CORSE	1	1	106	92
ÎLE-DE-FRANCE	119	130	7291	6994
LANGUEDOC-ROUSSILLON-MIDI-PYRÉNÉES	47	55	1966	2458
NORD-PAS-DE-CALAIS-PICARDIE	80	75	2185	2127
NORMANDIE	9	5	253	80
PAYS DE LA LOIRE	40	45	1640	1697
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	48	50	1449	1670
TOTAL	582	569	17929	17510

Les cinq régions les plus concernées concentrent plus de **85% de la population recensée** :

- **Île-de-France** avec 40% de la population ;
- **Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées** avec 14% de la population.
- **Nord-Pas-de-Calais-Picardie** avec 12% de la population ;
- **Pays de la Loire** avec 10% de la population ;
- **Provence-Alpes-Côte d'Azur** avec 9.5% de la population;

Départements les plus concernés (près de **55% de la population recensée**) :

- **La Seine-Saint-Denis** : 2859 personnes, soit 16% de la population recensée sur le territoire national
- **La Loire-Atlantique** : **1548 personnes, soit 9% de la population** recensée sur le territoire national
- **Le Nord** : **1446 personnes soit 8% de la population** recensée sur le territoire national
- **Les Bouches-du-Rhône** : **1338 personnes, soit 8% de la population** recensée sur le territoire national
- **La Haute-Garonne** : **1260 personnes, soit 7% de la population** recensée sur le territoire national
- **L'Essonne** : **1157 personnes, soit 7% de la population** recensée sur le territoire national

Quelques variations constatées par rapport à octobre 2015 :

EN ILE-DE-FRANCE :

Seine-et-Marne : -711 personnes,

Essonne -669 personnes

Val-d'Oise : - 441 personnes

Val-de-Marne : -120 personnes.

Paris : +118 personnes.

Hauts-de-Seine : +530 personnes
Seine-Saint-Denis : +871 personnes

Les évacuations de campements importants (notamment Champs-sur-Marne et Noisiel en Seine-et-Marne, ainsi que Wissous dans l'Essonne) semblent s'être traduites par des fortes diminutions de la population en campements dans les départements concernés, mais également par une augmentation dans les départements limitrophes, du fait de déplacements des personnes. Au total, la population recensée en Ile-de-France a diminué de 297 personnes.

Dans le reste du territoire :

- Des évolutions à la baisse

Rhône : -625 personnes, à la faveur de nombreuses évacuations et notamment à la fermeture des trois plus gros bidonvilles de l'agglomération (et de l'ouverture de villages d'insertion)

Nord : - 253 personnes dans la métropole lilloise, grâce à une politique menée depuis 2012 visant à la diminution du nombre d'occupants (évacuations, accompagnement, parfois déplacements des populations)

Côte d'Or, -65 personnes (soit -39%), grâce à des évacuations accompagnées d'orientation en village de stabilisation

- Des évolutions à la hausse :

Pyrénées-Orientales : +173 personnes, du fait d'un recensement plus approfondi, mais aussi d'une augmentation du phénomène

Isère : +184 personnes : la fermeture de 9 squats s'est accompagnée de déplacements des personnes, et les méthodes de recensement ont également varié.

Pas-de-Calais : +195 personnes, essentiellement des migrants extraeuropéens

Haute-Garonne : +415 personnes, installation depuis le début de l'année de nouveaux squats avec des populations extra-européennes

Autres informations

➤ Types de sites

Dans cette édition, sur les **479 sites** pour lesquels cette donnée a été renseignée, sur un total de 569 sites (soit un taux de réponse de 85%), il apparaît que :

- les **terrains** représentent environ **56% des sites**, tandis que les **immeubles bâtis** sont en proportion un peu moindre (**44%**) ;
- la proportion des **sites de type « mixte »** est très faible et représente un peu **moins de 1%** des sites.

➤ Types de propriétaires

L'enquête fait ressortir que sur les **489 sites** pour lesquels cette donnée a été renseignée, il apparaît que :

- **56%** des sites appartiennent à un **propriétaire public** ;
- **43%** des sites appartiennent à un **propriétaire privé** ;
- **1%** des sites appartiennent à un **propriétaire public et privé**.

➤ Durée d'installation

Sur les **445 sites** pour lesquels cette donnée a été renseignée (sur un total de 569 sites, soit un taux de réponse de 78%), il apparaît que :

- **46% des sites sont installés depuis moins d'un an**, avec 19% des sites installés depuis moins de 6 mois et 27% installés de 6 mois à un an ;
- **25% des sites** ont entre **1 et 2 ans** d'ancienneté ;
- **22% des sites** ont entre **2 et 5 ans** d'ancienneté ;
- **7% des sites** ont entre **5 et 10 ans** d'ancienneté.